

Communication des autorités et démocratie directe

Vendredi 24 novembre 2023
de 9 h 00 à 16 h 00
Grossratsgebäude, Aarau

Les autorités doivent informer les électrices et les électeurs de manière complète et objective avant les votations populaires. Dans la pratique, ce sont les messages de votation qui revêtent le plus d'importance depuis des décennies. Cependant, les mutations politiques, sociales et technologiques mettent à l'épreuve cette forme traditionnelle de communication.

Dans la première partie de la conférence, des expertes et experts de divers horizons – sciences politiques, droit et sciences des médias – dresseront un état des lieux et identifieront les problèmes potentiels. Cette analyse des enjeux sera complétée par un podium de discussion réunissant des spécialistes. Dans la deuxième partie, les participantes et participants élaboreront et discuteront d'idées et de suggestions autour de la thématique de la communication des autorités dans le futur. La présentation des messages de votation va-t-elle encore avec notre époque ? Le cadre juridique doit-il être assoupli ? Les autorités doivent-elles parler un langage mieux adapté à leurs destinataires ? Enfin, un débat réunissant les intervenantes et intervenants de la première partie aura pour but de mettre en perspective les résultats des discussions de groupe.

Le ZDA est un centre académique de l'Université de Zurich (UZH), de la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW), du canton d'Argovie et de la ville d'Aarau.

www.zdaarau.ch

S'abonner à la lettre d'information du ZDA



La Conférence suisse des Chanceliers d'État réunit les cheffes et chefs d'État-major des gouvernements de la Confédération, des cantons et de la Principauté du Liechtenstein. Elle favorise la coordination et le transfert de connaissances sur des thématiques centrales de la gouvernance.

www.cce-ssk.ch

Communication des autorités et démocratie directe

Vendredi 24 novembre 2023

de 9h00 à 16h00

Grossratsgebäude, Grossratssaal
Obere Vorstadt 10, 5000 Aarau
(Bâtiment du Grand Conseil)



Entrée gratuite.
Nous vous prions de vous
inscrire au moyen du
[formulaire d'inscription.](#)

Programme

- 09 h 00 **Accueil** (Roger Nobs, Andreas Glaser)
- 09 h 10 **Le regard des sciences politiques** (Martina Mousson)
- 09 h 50 **Le regard du droit** (Andreas Glaser)
- 10 h 30 **Pause**
- 11 h 00 **Le regard des sciences de la communication** (Manuel Puppis)
- 11 h 40 **Transition vers le podium de discussion** (Melanie Pfändler)
- 11 h 45 **Le regard de la pratique sur la pratique** (table ronde)
(Melanie Pfändler, Mayowa Alaye, Didier Castella, Philippe Reichen,
Leva Sidler, André Simonazzi)
- 12 h 30 **Pause de midi**
- 13 h 45 **Séquence en groupe**
Défis/conditions d'un bon système de communication
- 14 h 45 **Brèves présentations**
« Principes d'un bon système de communication »
(Andreas Glaser, Martina Mousson, Manuel Puppis)
- 15 h 15 **Discussion du panel avec la participation du public**
(Melanie Pfändler, Andreas Glaser, Martina Mousson, Manuel Puppis)
- 15 h 45 **Résumé de la réunion, conclusions**
(Roger Nobs)
- 15 h 55 **Clôture, remerciements** (Roger Nobs, Andreas Glaser)

Participant·es et participants

- Mayowa Alaye**, députée schaffhouseoise, membre du comité directeur du PVL Schaffhouse
- Didier Castella**, président du Conseil d'État du canton de Fribourg
- Andreas Glaser**, professeur de droit public, administratif et européen Université de Zurich / Zentrum für Demokratie Aarau (ZDA)
- Martina Mousson**, politologue et responsable de projet gfs.bern
- Roger Nobs**, Dr en droit, chancelier du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, membre du comité directeur de la CCE
- Melanie Pfändler**, journaliste et présentatrice
- Manuel Puppis**, professeur de structures médiatiques et de gouvernance au Département des sciences de la communication et des médias DCM de l'Université de Fribourg
- Philippe Reichen**, correspondant pour la Suisse romande du Tages-Anzeiger
- Leva Sidler**, élève au gymnase de Trogen (AR)
- André Simonazzi**, vice-chancelier et porte-parole du Conseil fédéral